



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Service de coordination des politiques
interministérielles
Bureau de l'environnement et de
l'utilité publique
Société LAINIERE DE PICARDIE
Commune de BUIRE-COURCELLES

Abrogation d'arrêté de mise en demeure

A R R Ê T É du **29 AVR. 2019**

La Préfète de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législatives et réglementaire relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2017 mettant en demeure la société LAINIERE DE PICARDIE de respecter les dispositions de l'article 1.20.12 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 (respect de la concentration et du flux en phosphore) concernant ses installations de tissage-apprêt-teinture-finissage de matières textiles situées sur le territoire de la commune de BUIRE-COURCELLES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 portant délégation de signature de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de la visite du 15 octobre 2018 de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant par courrier du 20 décembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 15 octobre 2018 que l'exploitant a respecté la mise en demeure du 23 août 2017 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 -

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 23 août 2017 délivré à la société LAINIERE DE PICARDIE, pour ses installations de tissage-apprêt-teinture-finissage de matières textiles, sont abrogées.

ARTICLE 2

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télécours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 3

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de PERONNE et de MONTDIDIER, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, l'inspecteur des installations classées et tous agents qualifiés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAINIERE DE PICARDIE.

Amiens, le 29 AVR. 2019

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale



Myriam GARCIA